

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES  
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Seizième session de la Conférence des Parties  
Bangkok (Thaïlande), 3 – 14 mars 2013

**Comité II**

**FINANCEMENT ET BUDGET DU SECRETARIAT  
ET DES SESSIONS DE LA CONFERENCE DES PARTIES**

**PROPOSITIONS BUDGETAIRES POUR 2014-2016**

**PROJET DE RESOLUTION DE LA CONFERENCE DES PARTIES**

*Le présent document a été préparé par le groupe de travail sur le budget sur la base de la résolution Conf. 15.1, suite à l'étude des documents CoP16 Doc. 8.3 (Rev. 1) et Doc. 8.4 à la première séance du Comité II.*

**Projet de résolution Conf. 16.1**

**Financement et programme de travail chiffré pour le Secrétariat pour 2014-2016**

RAPPELANT que l'amendement financier à la Convention, adopté à Bonn en 1979, est entré en vigueur le 13 avril 1987;

RAPPELANT EGALEMENT la résolution Conf. 15.1 adoptée par la Conférence des Parties à sa 15<sup>e</sup> session (Doha, 2010);

AYANT PRIS NOTE des dépenses effectives de 2010-2011 engagées par le Secrétariat [document CoP16 Doc. 8.1];

AYANT PRIS NOTE EGALEMENT du rapport préliminaire sur l'exécution du programme de travail chiffré pour 2012, présenté par le Secrétariat [document CoP16 Doc.8.2 (Rev. 1)];

AYANT EXAMINE le programme de travail chiffré proposé pour 2014-2016 soumis par le Secrétariat [document CoP16 Doc. 8.3];

SE FELICITANT de la signature du Mémoire d'accord entre le Comité permanent de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant les services du Secrétariat et l'appui à la Convention, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2011;

CONSTATANT l'augmentation du nombre des Parties à la Convention et du nombre d'espèces inscrites aux annexes, la nécessité d'une plus grande assistance aux Parties en vue d'une application plus efficace de la Convention, et la nécessité de prévoir un financement adéquat pour mettre en œuvre toutes les décisions et résolutions de la Conférence des Parties et la *Vision de la stratégie CITES pour 2008 à 2020* telle que révisée à la présente session, et pour couvrir les dépenses croissantes du Secrétariat qui en résultent;

RAPPELANT le paragraphe 203 du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (également connue sous le nom de Rio+20) intitulé *L'avenir que nous voulons*<sup>1</sup>, qui souligne l'importance de la CITES;

RECONNAISSANT l'importance et le besoin manifeste d'un financement accru en faveur de la mise en œuvre de la CITES pour aider les Parties à réaliser plus efficacement les objectifs de la Convention;

RAPPELANT la *Vision de la stratégie CITES pour 2008-2020* et soulignant l'importance d'une application pleine et efficace de la CITES pour contribuer de manière significative à la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité pertinents; et

NOTANT que les décisions des Parties, adressées au Secrétariat, ont un impact sur le fonctionnement et les dépenses engagées par le Secrétariat.

#### LA CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION

EXPRIME sa reconnaissance au Gouvernement de la Suisse en tant que pays hôte pour son soutien au Secrétariat et l'INVITE à envisager d'autres possibilités d'apporter un soutien au Secrétariat CITES comparable à celui apporté aux autres Secrétariats de conventions établis en Suisse;

ACCEPTTE et APPROUVE le rapport sur les dépenses en regard du programme de travail chiffré pour 2010 et 2011, tel qu'adopté par le Comité permanent à ses 61<sup>e</sup> et 62<sup>e</sup> sessions;

ACCEPTTE et APPROUVE le rapport sur les dépenses en regard du programme de travail chiffré pour 2012;

ACCEPTTE et APPROUVE la nouvelle présentation du programme de travail chiffré et les présentations budgétaires pour 2014-2016, telles que proposées par le Secrétariat et approuvées par le Comité permanent, à sa 62<sup>e</sup> session, sur recommandation de son Sous-comité des finances et du budget;

SE FELICITE des deux propositions budgétaires soumises par le Secrétariat pour la période budgétaire 2014-2016 et PRIE le Secrétaire général de préparer des propositions budgétaires suivant la même présentation pour examen par la Conférence des Parties à sa 17<sup>e</sup> session, comprenant, au minimum, un scénario budgétaire à croissance nominale zéro, un scénario budgétaire à croissance réelle zéro et un scénario jugé adéquat par le Secrétariat pour servir la Convention;

DECIDE que la réalisation du programme de travail chiffré pour 2014-2016, annexe 1, sera couverte par le budget du fonds d'affectation spéciale (CTL), annexe 2, et par le fonds d'affectation spéciale de soutien aux activités CITES (QTL), annexe 3, et ADOPTE le barème des contributions pour 2014-2016 joint à l'annexe 4;

NOTE que plusieurs Parties ont manifesté leur inquiétude et leur regret de constater que le budget du fonds d'affectation spéciale (CTL) ne prévoit pas de financement adéquat pour toutes les priorités identifiées par les Parties pour 2014-2016, et DEMANDE INSTAMMENT aux Parties de s'assurer que cela ne deviendra pas pratique courante dans les futurs budgets;

DEMANDE au Secrétariat de surveiller étroitement les fluctuations des taux de change et d'adapter les niveaux de dépenses, le cas échéant; et DECIDE que le Secrétariat, en dernier recours, peut demander au Comité permanent, à titre exceptionnel, de faire un retrait à partir du solde du fonds d'affectation spéciale;

DEMANDE au Secrétariat de conserver une réserve de fonctionnement qui ne soit pas inférieure à 15% du budget annuel moyen pour garantir la liquidité financière, et AUTORISE le Secrétariat à tirer des fonds supplémentaires du solde du fonds d'affectation spéciale CITES à la fin de chaque année, à condition que le fonds ne soit pas ramené sous la réserve de fonctionnement à moins de 15% du budget annuel moyen au début de chaque année;

---

<sup>1</sup> *Paragraphe 203: Nous mesurons le rôle important joué par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, un accord international qui se situe au carrefour du commerce, de l'environnement et du développement, encourage la préservation et l'exploitation durable de la diversité biologique, devrait contribuer à générer des avantages tangibles pour les populations locales et garantit qu'aucune espèce qui fait l'objet d'un commerce international ne sera menacée d'extinction. Nous sommes conscients des incidences économiques, sociales et environnementales du commerce illicite de la faune sauvage contre lequel des mesures fermes et accrues doivent être prises tant en ce qui concerne l'offre que la demande. A cet égard, nous soulignons l'importance d'une coopération internationale efficace entre les accords multilatéraux sur l'environnement et les organisations internationales. Nous soulignons qu'il importe d'établir la liste des espèces sur la base de critères concertés.*

PREND NOTE des estimations de financement du fonds d'affectation spéciale de soutien aux activités CITES (QTL) pour la période budgétaire 2014-2016 et CHARGE le Secrétariat, s'agissant des activités financées par des fonds externes, de rechercher des fonds, de préférence non affectés, pour la réalisation des activités décrites dans le programme de travail chiffré;

APPROUVE les dispositions relatives à la gestion du fonds d'affectation spéciale, figurant à l'annexe 5, pour la période budgétaire allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2016;

CHARGE le Comité permanent d'examiner le mandat pour l'administration du fonds d'affectation spéciale et, s'il y a lieu, de faire des propositions de changements à la 17<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties;

DECIDE:

- a) de fonder les contributions au fonds d'affectation spéciale (CTL) sur le barème des quotes-parts des Nations Unies amendé périodiquement, et de les ajuster pour tenir compte du fait que tous les membres des Nations Unies ne sont pas Parties à la Convention;
- b) de n'utiliser aucune autre base de calcul des contributions sans le consentement de toutes les Parties présentes et votantes lors d'une session de la Conférence des Parties; et
- c) de n'imposer à une Partie, sans son consentement, aucune modification du barème de base des contributions qui augmenterait ses obligations financières attendues et de n'examiner toute proposition de modification du barème de base des contributions actuellement en vigueur que si elle a été communiquée aux Parties par le Secrétariat au moins 150 jours avant une session;

S'ATTEND à ce que les Parties versent leurs contributions au fonds d'affectation spéciale (CTL) en temps voulu et conformément au barème de base des contributions et, dans la mesure du possible, les ENCOURAGE à verser des contributions spéciales supérieures à leurs contributions régulières au fonds d'affectation spéciale;

DEMANDE à toutes les Parties de verser, dans toute la mesure du possible, leurs contributions au cours de l'année qui précède celle pour laquelle elles sont dues ou en tout cas rapidement après le début de l'année civile (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre) à laquelle elles s'appliquent;

NOTE avec préoccupation qu'un certain nombre de Parties n'ont pas encore versé leurs contributions au fonds d'affectation spéciale (CTL), ce qui affecte négativement l'application de la Convention;

PRIE le Secrétariat de continuer à suivre les Parties qui ne se sont pas encore acquittées de leurs contributions à la Convention:

- a) en leur envoyant des rappels deux fois par an avec copie aux missions permanentes à Genève;
- b) en entamant des discussions avec les missions permanentes à Genève des Parties qui ne se sont pas acquittées de leurs contributions depuis trois ans ou plus;

PRIE instamment toutes les Parties ayant des arriérés de contributions de coopérer avec le Secrétariat afin de prendre les dispositions nécessaires pour le paiement sans délai de ces arriérés;

INVITE les Etats qui ne sont pas Parties à la Convention, les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que d'autres institutions, à contribuer au fonds d'affectation spéciale de soutien aux activités CITES (QTL);

DECIDE que la participation uniforme mise à la charge de toutes les organisations ayant le statut d'observateur autres que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées est fixée à un minimum de 600 USD (à moins que le Secrétariat, s'il y a lieu, n'en décide autrement, et après consultation avec le Sous-comité des finances et du budget), et PRIE instamment ces organisations d'augmenter, si possible, leurs contributions, au moins pour couvrir les frais réels de leur participation;

AFFIRME:

- a) que toutes les sessions de la Conférence des Parties et toutes les sessions ordinaires du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes devraient se tenir en Suisse, à moins qu'un pays hôte candidat n'assume la différence de coût entre la ville qu'il propose et la Suisse; et

- b) que pas plus de deux sessions ordinaires du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes ne devraient être convoquées entre les sessions ordinaires de la Conférence des Parties;

DONNE INSTRUCTION au Secrétariat de prendre des dispositions pour le paiement, sur demande, des frais de déplacement raisonnables et justifiables des membres, y compris pour leur participation aux réunions des Comités appropriés, et d'autres frais des présidents du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes, autres que les membres des pays développés;

CHARGE le Comité permanent de suivre la mise en œuvre du Mémoire d'accord entre le Comité permanent de la CITES et le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant les services du Secrétariat et l'appui à la Convention;

PRIE le Secrétariat:

- a) de prendre des dispositions pour couvrir tous les coûts du Secrétariat, y compris les coûts liés au recrutement de personnel temporaire et de consultants, qui découlent pour le Secrétariat de la recherche de fonds pour la réalisation des projets à financement externe;
- b) de conseiller la Conférence des Parties, s'il y a lieu après consultation des Parties auteurs des propositions, au sujet des propositions ayant des implications budgétaires, notamment sur les coûts en personnel; et
- c) de désigner des consultants scientifiques et définir le mandat de projets spécifiques fondés sur la science, en consultation avec les présidents du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes. La mise en œuvre de ce processus ne devrait pas avoir d'impact négatif sur le budget mais tirer parti de l'excellence scientifique des Parties mise à la disposition du Secrétariat par l'intermédiaire des présidents des comités techniques;

ENCOURAGE le Secrétaire général, conformément la réglementation des Nations Unies, à profiter des vacances de postes pour chercher à renforcer les capacités du Secrétariat, dans la limite du budget prévu, y compris au moyen de changements structurels;

ENCOURAGE les Parties, lors de la révision de leurs stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique, à intégrer les objectifs et priorités de la CITES pour faciliter la mise au jour d'opportunités de découvrir des projets pertinents pour la CITES susceptibles d'être acceptés par le FEM, y compris des projets axés sur les espèces;

INVITE le Conseil du FEM à tenir compte des résolutions et décisions pertinentes de la Conférence des Parties à la CITES lors de l'élaboration de la Stratégie du FEM en matière de biodiversité, dans le respect du mandat du FEM et du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi;

DECIDE de communiquer à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique les objectifs et priorités de la CITES à l'appui des Objectifs d'Aichi, et invite la CoP de la CDB à les prendre en compte lorsqu'elle transmet des orientations stratégiques générales au FEM;

Dans le contexte du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi, APPELLE les Parties, les mécanismes de financement établis, les donateurs, les organisations internationales, les universités, les organisations non gouvernementales et les autres acteurs pertinents à fournir un soutien adéquat et opportun aux objectifs et priorités pertinents de la CITES;

DECIDE:

- a) que le Secrétaire général est habilité à prendre les décisions relatives au personnel rendues nécessaires pour appliquer les priorités des Parties, conformément au programme de travail chiffré, à condition qu'elles se situent dans le cadre du budget global et qu'elles soient prises conformément au Mémoire d'accord entre le Comité permanent de la CITES et le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant les services du Secrétariat et l'appui à la Convention;
- b) que, dans le programme de travail chiffré du Secrétariat, il ne sera procédé à tout changement découlant d'une nouvelle résolution ou décision que si l'origine des fonds supplémentaires nécessaires a été identifiée ou si de nouvelles priorités ont été établies pour ce programme au moment où cette résolution ou décision est adoptée par la Conférence des Parties; et

- c) que le Secrétariat, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, continuera à chercher à établir une relation de travail plus étroite avec le FEM pour traiter des priorités de la CITES dans le contexte de sa stratégie sur la diversité biologique et dans le respect des mandats de la CITES et du FEM;

ABROGE la résolution Conf. 15.1 (Doha, 2010) – *Financement et programme de travail chiffré pour le Secrétariat pour 2012-2013*, qui restera toutefois dans les dossiers comme une indication du niveau attendu des contributions annuelles pour les Parties qui n'ont pas versé le montant dû.

## Programme de travail chiffré du Secrétariat CITES pour 2014-2016

## A. Organes directeurs et personnel de conférence

N°	Activités	Rang de priorité	2014			2015			2016		
			Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Organiser et appuyer la 17e session de la Conférence de la Parties	Essentiel	-	-	-	-	-	-	750'000	1'000'000	1'750'000
2	Organiser et appuyer les 65e, 66e, 67e et 68e sessions du Comité permanent	Essentiel	155'000	-	155'000	155'000	-	155'000	40'000	-	40'000
3	Organiser et appuyer les 27e et 28e sessions du Comité pour les animaux	Essentiel	119'000	-	119'000	119'000	-	119'000	-	-	-
4	Organiser et appuyer les 21e et 22e sessions du Comité pour les plantes	Essentiel	119'000	-	119'000	119'000	-	119'000	-	-	-
5	Tenir, mettre à jour et publier les documents de référence officiels CITES	Essentiel	10'000	-	10'000	10'000	-	10'000	10'000	-	10'000
6	Assurer la traduction des documents	Essentiel	100'000	-	100'000	100'000	-	100'000	100'000	-	100'000
7	Organiser d'autres ateliers et réunions CITES	Elevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Contribuer aux tâches liées au courrier, photocopies, télécopies et autre matériel de communication	Elevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>		<b>503'000</b>	<b>-</b>	<b>503'000</b>	<b>503'000</b>	<b>-</b>	<b>503'000</b>	<b>900'000</b>	<b>1'000'000</b>	<b>1'900'000</b>
	<b>Coûts en personnel: D2(1/10), P5(1), P3(1) &amp; GS(3)</b>		<b>929'257</b>	<b>-</b>	<b>929'257</b>	<b>966'427</b>	<b>-</b>	<b>966'427</b>	<b>1'005'084</b>	<b>-</b>	<b>1'005'084</b>
	<b>Total général</b>		<b>1'432'257</b>	<b>-</b>	<b>1'432'257</b>	<b>1'469'427</b>	<b>-</b>	<b>1'469'427</b>	<b>1'905'084</b>	<b>1'000'000</b>	<b>2'905'084</b>

## B. Services scientifiques

N°	Activités	Rang de priorité	2014			2015			2016		
			Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Faciliter et gérer l'étude du commerce important	Essentiel	125'000	-	125'000	125'000	-	125'000	125'000	-	125'000
2	Fournir des conseils pour l'examen périodique des annexes	Moyen	-	100'000	100'000	-	100'000	100'000	-	100'000	100'000
3	Fournir des avis aux Parties sur les propositions d'amendements aux annexes	Essentiel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Coopérer avec d'autres organismes au niveau scientifique, y compris l'OIBT, la CMS et l'IPBES	Moyen	-	150'000	150'000	-	150'000	150'000	-	150'000	150'000
5	Appuyer les Parties en matière de renforcement des capacités scientifiques, concernant en particulier les avis de commerce non préjudiciable	Elevé	-	300'000	300'000	-	300'000	300'000	-	300'000	300'000
6	Décisions et résolutions de la CoP16 liées aux questions scientifiques	Elevé	-	300'000	300'000	-	-	-	-	-	-
7	Participation au partenariat des indicateurs de la biodiversité et au GSET de la CDB sur les indicateurs	Basse	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Mise en œuvre de la Phase III de MIKE	Elevé	-	1'300'000	1'300'000	-	-	-	-	-	-
9	Mise en œuvre du programme de Suivi à long terme de l'abattage illicite des espèces menacées (MIKES) en Afrique	Elevé	-	-	-	-	2'600'000	2'600'000	-	2'600'000	2'600'000
	<b>Total</b>		<b>125'000</b>	<b>2'150'000</b>	<b>2'275'000</b>	<b>125'000</b>	<b>3'150'000</b>	<b>3'275'000</b>	<b>125'000</b>	<b>3'150'000</b>	<b>3'275'000</b>
	<b>Coûts en personnel: D2(1/10), P5(1), P4(2) &amp; GS(1)</b>		<b>909'185</b>	<b>-</b>	<b>909'185</b>	<b>945'552</b>	<b>-</b>	<b>945'552</b>	<b>983'374</b>	<b>-</b>	<b>983'374</b>
	<b>Total général</b>		<b>1'034'185</b>	<b>2'150'000</b>	<b>3'184'185</b>	<b>1'070'552</b>	<b>3'150'000</b>	<b>4'220'552</b>	<b>1'108'374</b>	<b>3'150'000</b>	<b>4'258'374</b>

## C. Services de l'appui à la lutte contre la fraude

N°	Activités	Rang de priorité	2014			2015			2016		
			Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Fournir des orientations et des conseils sur les bonnes pratiques aux Parties et aux organismes de lutte contre la fraude	Essentiel	15'000	50'000	65'000	15'000	50'000	65'000	15'000	50'000	65'000
2	Continuer à coordonner les équipes spéciales CITES de lutte contre la fraude	Elevé	-	150'000	150'000	-	150'000	150'000	-	150'000	150'000
3	Entreprendre des missions techniques, de vérification, Vérification et de lutte contre la fraude	Elevé	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000
4	Décisions et résolutions de la CoP 16 liées aux questions de lutte contre la fraude	Elevé	-	300'000	300'000	-	-	-	-	-	-
5	Chargé d'appui à l'ICWC	Elevé	-	151'216	151'216	-	157'265	157'265	-	163'555	163'555
6	Activités de l'ICWC	Elevé	-	100'000	100'000	-	100'000	100'000	-	100'000	100'000
7	Participer au projet "Douanes Vertes" du PNUE et à d'autres initiatives	Moyen	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000

	<b>Total</b>		<b>15'000</b>	<b>831'216</b>	<b>846'216</b>	<b>15'000</b>	<b>537'265</b>	<b>552'265</b>	<b>15'000</b>	<b>543'555</b>	<b>558'555</b>
	<b>Coûts en personnel (D2(1/10), P5(1), P3(1) &amp; GS(1/2))</b>		<b>569'937</b>		<b>569'937</b>	<b>592'734</b>		<b>592'734</b>	<b>616'443</b>		<b>616'443</b>
	<b>Total général</b>		<b>584'937</b>	<b>831'216</b>	<b>1'416'153</b>	<b>607'734</b>	<b>537'265</b>	<b>1'144'999</b>	<b>631'443</b>	<b>543'555</b>	<b>1'174'999</b>

#### D. Services des affaires juridiques et des politiques commerciales

N°	Activités	Rang de priorité	2014			2015			2016		
			Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Mettre en œuvre le projet sur les législations nationales	Essentiel	10'000	100'000	110'000	10'000	100'000	110'000	10'000	100'000	110'000
2	Compiler régulièrement les rapports annuels et bisannuels et les mettre à jour	Elevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Entreprendre dans les Etats Parties des missions d'assistance, d'évaluation et de vérification liées au respect de la Convention	Elevé	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000
4	Mettre à disposition des timbres de sécurité, des permis, des spécimens de signatures et des étiquettes	Elevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Coordonner et promouvoir la coopération et la synergie au niveau international, par ex., en participant aux réunions des organismes pertinents (IPBES, GGE, GLB, etc.)	Moyen	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000
6	Vérifier l'application des résolutions, des mesures de coopération bilatérale et multilatérale	Moyen	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000
7	Décisions et résolutions de la CoP 16 liées à la législation et au respect de la Convention	Elevé	-	200'000	200'000	-	-	-	-	-	-
8	Continuer à collaborer à l'étude des politiques sur le commerce des espèces sauvages avec des organismes tels que l'OIBT, le CCI, le PNUE/ETB et la CNUCED	Basse	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000
9	Appui et orientations concernant les études d'impact sur les moyens d'existence	Moyen	-	60'000	60'000	-	60'000	60'000	-	60'000	60'000
10	Aide temporaire (personnel des SG)	Elevé	-	143'728	143'728	-	149'477	149'477	-	155'456	155'456
	<b>Total</b>		<b>10'000</b>	<b>663'728</b>	<b>673'728</b>	<b>10'000</b>	<b>469'477</b>	<b>479'477</b>	<b>10'000</b>	<b>475'456</b>	<b>485'456</b>
	<b>Coûts en personnel: D2(1/10), P5(1), P4(1/2) &amp; SG+B62(1/2)</b>		<b>492'873</b>		<b>492'873</b>	<b>512'588</b>		<b>512'588</b>	<b>533'091</b>		<b>533'091</b>
	<b>Total général</b>		<b>502'873</b>	<b>663'728</b>	<b>1'166'601</b>	<b>522'588</b>	<b>469'477</b>	<b>992'065</b>	<b>543'091</b>	<b>475'456</b>	<b>1'018'547</b>

#### E. Services de gestion des connaissances, de renforcement des capacités et d'information

N°	Activités	Rang de priorité	2014			2015			2016		
			Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Fournir une formation axée principalement sur les organes de gestion & les autorités scientifiques	Essentiel	30'000	80'000	110'000	30'000	80'000	110'000	30'000	80'000	110'000
2	Créer du matériel et des cours de formation	Elevé	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000	-	30'000	30'000
3	Fournir un appui technique et un soutien à la base de données sur la surveillance continue du commerce, à l'analyse des données sur le commerce	Essentiel	110'000	-	110'000	110'000	-	110'000	110'000	-	110'000
4	Assistance & missions de renforcement des capacités et de gestion des connaissances	Elevé	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000
5	Publications, impression, y compris mise à jour du site Web de la CITES	Essentiel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Aider à élaborer des systèmes de permis électroniques respectant les normes ouvertes internationales	Moyen	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000	-	50'000	50'000
7	Contribuer au développement de l'enseignement CITES en ligne (Collège virtuel CITES)	Elevé	-	40'000	40'000	-	40'000	40'000	-	40'000	40'000
8	Décisions et résolutions de la CoP 16 liées au renforcement des capacités & à la gestion des connaissances	Elevé	-	200'000	200'000	-	-	-	-	-	-
9	Coopérer avec des institutions financières et des donateurs pour garantir un soutien financier à la CITES	Elevé	10'000	30'000	40'000	10'000	30'000	40'000	10'000	30'000	40'000
10	Fournir un appui au programme de Master CITES	Basse	-	20'000	20'000	-	20'000	20'000	-	20'000	20'000
11	Aider à renforcer la capacité d'application de la CITES dans les pays en développement	Elevé	-	2'600'000	2'600'000	-	-	-	-	-	-
12	Appuyer les bases & systèmes de données (personnel SG)	Moyen	-	143'728	143'728	-	149'477	149'477	-	155'456	155'456
	<b>Total</b>		<b>150'000</b>	<b>3'243'728</b>	<b>3'393'728</b>	<b>150'000</b>	<b>449'477</b>	<b>599'477</b>	<b>150'000</b>	<b>455'456</b>	<b>605'456</b>
	<b>Coûts en personnel: D2(1/10), P5(1), P4(1-1/2) &amp; P3(1)</b>		<b>794'551</b>		<b>794'551</b>	<b>826'333</b>		<b>826'333</b>	<b>859'386</b>		<b>859'386</b>
	<b>Total général</b>		<b>944'551</b>	<b>3'243'728</b>	<b>4'188'279</b>	<b>976'333</b>	<b>449'477</b>	<b>1'425'810</b>	<b>1'009'386</b>	<b>455'456</b>	<b>1'464'842</b>

**F. Services administratifs et de gestion**

N°	Activités	Rang de priorité	2014			2015			2016		
			Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Assurer la gestion globale du Secrétariat, y compris les réunions régulières de l'équipe de gestion	Essentiel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Gestion de projets, y compris élaboration de documents de projets et relations avec les donateurs	Essentiel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Représenter la CITES: sensibiliser le public; visibilité; soutien financier et en nature; et garantir l'exactitude des informations CITES	Essentiel	60'000	-	60'000	60'000	-	60'000	60'000	-	60'000
4	Décisions et résolutions de la CoP16 concernant la coopération, les synergies, l'accès au financement, etc.	Elevé	-	100'000	100'000	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>		<b>60'000</b>	<b>100'000</b>	<b>160'000</b>	<b>60'000</b>	<b>-</b>	<b>60'000</b>	<b>60'000</b>	<b>-</b>	<b>60'000</b>
	<b>Coûts en personnel: D2(1/2) &amp; GS(1)</b>		<b>316'451</b>		<b>316'451</b>	<b>329'109</b>		<b>329'109</b>	<b>342'274</b>		<b>342'274</b>
	<b>Total général</b>		<b>376'451</b>	<b>100'000</b>	<b>476'451</b>	<b>389'109</b>	<b>-</b>	<b>389'109</b>	<b>402'274</b>	<b>-</b>	<b>402'274</b>

**G. Matériel, entretien et autres frais d'exploitation**

N°	Activités	Rang de priorité	2014			2015			2016		
			Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total	Source de financement		Financement total
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Entretien des bureaux, électricité & nettoyage	Essentiel	130'000	-	130'000	130'000	-	130'000	130'000	-	130'000
2	Fournir des équipements & des matériels de bureau durables et non durables	Essentiel	40'000	40'000	80'000	40'000	-	40'000	40'000	-	40'000
3	Louer et entretenir le matériel compris photocopieuses, télécopieurs, connexion Internet, vidéoconférence	Essentiel	45'000	-	45'000	45'000	-	45'000	45'000	-	45'000
4	Communication, y compris téléphone, affranchissement, télécopies, vidéoconférence, etc.,	Essentiel	60'000	-	60'000	60'000	-	60'000	60'000	-	60'000
5	Frais divers, y compris frais bancaires et de représentation	Essentiel	15'000	-	15'000	15'000	-	15'000	15'000	-	15'000
	<b>Total</b>		<b>290'000</b>	<b>40'000</b>	<b>330'000</b>	<b>290'000</b>	<b>-</b>	<b>290'000</b>	<b>290'000</b>	<b>-</b>	<b>290'000</b>
	<b>Coûts en personnel</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	<b>Total général</b>		<b>290'000</b>	<b>40'000</b>	<b>330'000</b>	<b>290'000</b>	<b>-</b>	<b>290'000</b>	<b>290'000</b>	<b>-</b>	<b>290'000</b>

<b>Coûts directs et opérationnels totaux</b>	<b>5'165'252</b>	<b>7'028'672</b>	<b>12'193'924</b>	<b>5'325'742</b>	<b>4'606'219</b>	<b>9'931'961</b>	<b>5'889'652</b>	<b>5'624'468</b>	<b>11'514'120</b>
<b>Frais d'appui au programme</b>	<b>671'483</b>	<b>913'727</b>	<b>1'585'210</b>	<b>692'347</b>	<b>598'808</b>	<b>1'291'155</b>	<b>765'655</b>	<b>731'181</b>	<b>1'496'836</b>
<b>Total général</b>	<b>5'836'735</b>	<b>7'942'399</b>	<b>13'779'135</b>	<b>6'018'089</b>	<b>5'205'027</b>	<b>11'223'116</b>	<b>6'655'307</b>	<b>6'355'648</b>	<b>13'010'955</b>

**Notes:**

\* CTL - CITES Trust Fund

\*\* QTL - CITES External Funds

## Budget de fonctionnement du fonds d'affectation CITES (CTL) pour 2014-2016

Ligne budgétaire	Description	2014	2015	2016
		USD	USD	USD
<b>10</b>	<b>Personnel</b>			
<b>1100</b>	<b>Cadres, total</b>	<b>3'149'884</b>	<b>3'275'880</b>	<b>3'406'915</b>
<b>1200</b>	<b>Consultants</b>			
1201	Traduction de documents (CoP)	0	0	200'000
1202	Traduction de doc. (Comité permanent)	65'000	65'000	20'000
1203	Traduction de doc. (Comité pour les animaux)	50'000	50'000	0
1204	Traduction de doc. (Comité permanent)	50'000	50'000	0
1205	Traduction de documents en général	100'000	100'000	100'000
1299	<b>Consultants, total</b>	<b>265'000</b>	<b>265'000</b>	<b>320'000</b>
<b>1300</b>	<b>Services généraux</b>			
<b>1320</b>	<b>Services généraux, total</b>	<b>862'368</b>	<b>896'863</b>	<b>932'737</b>
1321	Personnel de conférence, (CoP)	0	0	400'000
1322	Personnel de conférence (comité permanent)	35'000	35'000	10'000
1323	Personnel de conf. (Comité pour les animaux)	35'000	35'000	0
1324	Personnel de conf. (Comité pour les plantes)	35'000	35'000	0
1399	<b>Services généraux, total</b>	<b>967'368</b>	<b>1'001'863</b>	<b>1'342'737</b>
<b>1600</b>	<b>Voyages en mission</b>			
1601	en général	60'000	60'000	60'000
1699	<b>Voyages en mission, total</b>	<b>60'000</b>	<b>60'000</b>	<b>60'000</b>
<b>10</b>	<b>Personnel, total</b>	<b>4'442'252</b>	<b>4'602'743</b>	<b>5'129'652</b>
<b>20</b>	<b>Contrats de sous-traitance</b>			
2101	Appui scientifique	125'000	125'000	125'000
2102	Lutte contre la fraude	15'000	15'000	15'000
2103	Site CITES sur Internet	0	0	0
2104	Affaires juridiques et politiques commerciales	10'000	10'000	10'000
2105	Surveillance continue du commerce et appui	110'000	110'000	110'000
2106	Mobilisation de ressources	10'000	10'000	10'000
20	<b>Contrats de sous-traitance, total</b>	<b>270'000</b>	<b>270'000</b>	<b>270'000</b>
<b>30</b>	<b>Sessions/réunions &amp; formation</b>			
<b>3200</b>	<b>Formation de groupes</b>			
3201	Cours/séminaires de formation	30'000	30'000	30'000
3299	<b>Formation de groupes, total</b>	<b>30'000</b>	<b>30'000</b>	<b>30'000</b>
<b>3300</b>	<b>Sessions/réunions</b>			
3301	Comité permanent (voyage des membres)	40'000	40'000	10'000
3302	Comité pour les animaux (voyage des membres)	24'000	24'000	0
3303	Comité pour les plantes (voyage des membres)	24'000	24'000	0
3399	<b>Sessions, total</b>	<b>88'000</b>	<b>88'000</b>	<b>10'000</b>
<b>30</b>	<b>Sessions/réunions &amp; formation, total</b>	<b>118'000</b>	<b>118'000</b>	<b>40'000</b>
<b>40</b>	<b>Equipement durable &amp; locaux</b>			
4100	Equipement durable			
4101	Locaux	20'000	20'000	20'000
4199	<b>Equipement durable, total</b>	<b>20'000</b>	<b>20'000</b>	<b>20'000</b>
<b>4200</b>	<b>Matériel non durable</b>			
4201	Matériel non durable	20'000	20'000	20'000
4299	<b>Matériel non durable, total</b>	<b>20'000</b>	<b>20'000</b>	<b>20'000</b>
<b>4300</b>	<b>Locaux</b>			
4301	Frais d'entretien	130'000	130'000	130'000
4399	<b>Locaux, total</b>	<b>130'000</b>	<b>130'000</b>	<b>130'000</b>
<b>40</b>	<b>Equipement &amp; locaux, total</b>	<b>170'000</b>	<b>170'000</b>	<b>170'000</b>

Ligne budgétaire	Description	2014	2015	2016
		USD	USD	USD
<b>50</b>	<b>Divers</b>			
<b>5100</b>	<b>Fonctionnement &amp; entretien de l'équipement</b>			
5101	Entretien de l'équipement de bureau	45'000	45'000	45'000
5199	<b>Fonctionnement &amp; entretien équipement, total</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>
<b>5200</b>	<b>Coûts de documentation</b>			
5201	Documents pour la CoP	0	0	120'000
5202	Manuel d'identification	0	0	0
5203	Listes de contrôle	0	0	0
5204	Bulletin	0	0	0
5205	Publications	10'000	10'000	10'000
5206	Autres publications & impression	0	0	0
5299	<b>Coûts de documentation, total</b>	<b>10'000</b>	<b>10'000</b>	<b>130'000</b>
<b>5300</b>	<b>Divers</b>			
5301	Communication (téléphone, fax, mail, Internet)	60'000	60'000	60'000
5302	Logistique pour la CoP	0	0	30'000
5303	Logistique pour les sessions du CP	15'000	15'000	0
5304	Logistique (sessions Comité pour les animaux)	10'000	10'000	0
5305	Logistique (sessions Comité pour les plantes)	10'000	10'000	0
5306	Frais bancaires	10'000	10'000	10'000
5310	Ajustement des années précédentes	0	0	0
<b>5399</b>	<b>Divers, total</b>	<b>105'000</b>	<b>105'000</b>	<b>100'000</b>
<b>5400</b>	<b>Frais de représentation</b>			
5401	Frais de représentation	5'000	5'000	5'000
<b>5499</b>	<b>Frais de représentation, total</b>	<b>5'000</b>	<b>5'000</b>	<b>5'000</b>
<b>50</b>	<b>Divers, total</b>	<b>165'000</b>	<b>165'000</b>	<b>280'000</b>
	<b>Coûts directs, total</b>	<b>5'165'252</b>	<b>5'325'743</b>	<b>5'889'652</b>
	Coûts de l'appui au programme(13 %)	671'483	692'347	765'655
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5'836'735</b>	<b>6'018'089</b>	<b>6'655'307</b>
				18'510'131
				<b>6'170'044</b>

**2012-2013 budget annuel moyen**  
**2014-2016 budget annuel moyen**  
**Différence**  
**Pourcentage annuel moyen d'augmentation du budget**

5'924'304  
6'170'044  
245'740  
**4.15**

## Appui aux activités CITES (QTL) pour 2014-2016

Ligne budgétaire	Description	2014	2015	2016
<b>10</b>	<b>Personnel</b>			
1100	<b>Cadres</b>			
1101	Chargé d'appui à l'ICCWC	151'216	157'265	163'555
<b>1199</b>	<b>Total, Cadres</b>	<b>151'216</b>	<b>157'265</b>	<b>163'555</b>
1200	<b>Consultants</b>			
1201	Examen périodique des annexes	100'000	100'000	100'000
1202	projet sur les législations nationales	100'000	100'000	100'000
1203	Appui pour les questions relatives aux moyens d'existence	60'000	60'000	60'000
1204	Outils de délivrance informatisée de permis	50'000	50'000	50'000
1205	Analyse des résolutions & mesures multilatérales	50'000	50'000	50'000
1220	Consultants, en général	0	0	0
<b>1299</b>	<b>Consultants, total</b>	<b>360'000</b>	<b>360'000</b>	<b>360'000</b>
1300	Appui administratif			
1301	Assistant, base de données et Système	143'728	149'477	155'456
1320	Assistance temporaire	143'728	149'477	155'456
<b>1399</b>	<b>Appui administratif, total</b>	<b>287'456</b>	<b>298'954</b>	<b>310'912</b>
1600	Voyages en mission			
1601	Coopération avec d'autres organismes scientifiques	150'000	150'000	150'000
1602	Assistance & missions liées au respect de la Convention	50'000	50'000	50'000
1603	Missions liées à la lutte contre la fraude	50'000	50'000	50'000
1604	Participation à l'Initiative "Douanes Vertes" du PNUE	30'000	30'000	30'000
1605	Voyages (lutte contre la fraude & gestion des connaissances)	50'000	50'000	50'000
1606	Participation à des réunions "coopération & synergie internat.)	30'000	30'000	30'000
1607	Accès au financement & mobilisation de ressources	30'000	30'000	30'000
<b>1699</b>	<b>Voyages en mission, total</b>	<b>390'000</b>	<b>390'000</b>	<b>390'000</b>
<b>10</b>	<b>Personnel, total</b>	<b>1'188'672</b>	<b>1'206'219</b>	<b>1'224'468</b>
<b>20</b>	<b>Contrats de sous-traitance</b>			
2101	Etude du commerce important	300'000	0	0
2102	Base de données s/surveillance continue du commerce & analyse	300'000	0	0
2103	Décision CoP16 - Appui scientifique	200'000	0	0
2104	Décision CoP16 - Lutte contre la fraude	200'000	0	0
2105	Décision CoP16 - Législation & respect de la Convention	100'000	0	0
2106	Décision CoP16 - Renf. des capacités & gestion des connaiss.	300'000	300'000	300'000
2107	Décision CoP16 - Synergies, coopération, accès au financement	50'000	50'000	50'000
2107	Avis de commerce non préjudiciable	150'000	150'000	150'000
2108	Activités liées à la lutte contre la fraude	100'000	100'000	100'000
2109	Coordination des équipes spéciales de lutte contre la fraude	30'000	30'000	30'000
2110	Activités & projets de l'ICCWC	20'000	20'000	20'000
2111	Examen des politiques commerciales	1'300'000	0	0
2112	Appui au programme de Master CITES	0	2'600'000	2'600'000
<b>20</b>	<b>Mise en œuvre de la Phase III de MIKE</b>	<b>3'050'000</b>	<b>3'250'000</b>	<b>3'250'000</b>
	Mise en œuvre du programme MIKES			
<b>30</b>	<b>Contrats de sous-traitance, total</b>			
<b>3200</b>				
3201	<b>Sessions/réunions &amp; Formation</b>	80'000	80'000	80'000
3202	<b>Formation de groupes</b>	2'600'000	0	0
<b>3299</b>	<b>Renforcement des capacités pour les OG &amp; AS</b>	<b>2'680'000</b>	<b>80'000</b>	<b>80'000</b>
	Renforcement des capacités d'application (pays en développ.)			
<b>3300</b>	<b>Formation de groupes, total</b>			
3301		0	0	1'000'000
<b>3399</b>	<b>Sessions/réunions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1'000'000</b>
<b>30</b>	<b>Projet sur les délégués parrainés</b>	<b>2'680'000</b>	<b>80'000</b>	<b>1'080'000</b>

Ligne budgétaire	Description	2014	2015	2016
	<b>Sessions/réunions, total</b>			
<b>40</b>	<b>Session/réunions &amp; formation: total</b>			
<b>4200</b>				
4201	<b>Equipment &amp; Locaux</b>	40'000		
<b>4299</b>	<b>Matériel non durable</b>	<b>40'000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	Matériel non durable			
<b>50</b>	<b>Matériel non durable, total</b>			
<b>5200</b>				
5201	<b>Divers</b>	30'000	30'000	30'000
5202	<b>Frais de documentation</b>	40'000	40'000	40'000
<b>5299</b>	<b>Matériel de formation au renforcement des capacités</b>	<b>70'000</b>	<b>70'000</b>	<b>70'000</b>
	Outils de formation en ligne			
	<b>Frais de documentation, total</b>			
	<b>Coûts directs, total</b>	<b>7'028'672</b>	<b>4'606'219</b>	<b>5'624'468</b>
	Coûts de l'appui au programme(13 %)	913'727	598'808	731'181
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7'942'399</b>	<b>5'205'027</b>	<b>6'355'648</b>

**FONDS D'AFFECTATION SPECIALE CITES  
BAREME DES CONTRIBUTIONS POUR 2014-2016  
(en dollars US)**

	Barème ONU %*	Barème CITES ajusté%	Contributions 2014-2016	Contributions annuelles moyennes 2014-2016
Afghanistan	0.0050	0.0050	927	309
Albanie	0.0100	0.0100	1'854	618
Algérie	0.1370	0.1372	25'401	8'467
Antigua-et-Barbuda	0.0020	0.0020	371	124
Argentine	0.4320	0.4327	80'095	26'698
Arménie	0.0070	0.0070	1'298	433
Australie	2.0740	2.0774	384'531	128'177
Autriche	0.7980	0.7993	147'954	49'318
Azerbaïdjan	0.0400	0.0401	7'416	2'472
Bahamas	0.0170	0.0170	3'152	1'051
Bahreïn	0.0390	0.0391	7'231	2'410
Bangladesh	0.0100	0.0100	1'854	618
Barbade	0.0080	0.0080	1'483	494
Bélarus	0.0560	0.0561	10'383	3'461
Belgique	0.9980	0.9996	185'035	61'678
Belize	0.0010	0.0010	185	62
Bénin	0.0030	0.0030	556	185
Bhutan	0.0010	0.0010	185	62
Bolivie	0.0090	0.0090	1'669	556
Bosnie-Herzégovine	0.0170	0.0170	3'152	1'051
Botswana	0.0170	0.0170	3'152	1'051
Brésil	2.9340	2.9388	543'980	181'327
Brunéi Darussalam	0.0260	0.0260	4'821	1'607
Bulgarie	0.0470	0.0471	8'714	2'905
Burkina Faso	0.0030	0.0030	556	185
Burundi	0.0010	0.0010	185	62
Cambodge	0.0040	0.0040	742	247
Cameroun	0.0120	0.0120	2'225	742
Canada	2.9840	2.9889	553'250	184'417
Cap-Vert	0.0010	0.0010	185	62
République centrafricaine	0.0010	0.0010	185	62
Tchad	0.0020	0.0020	371	124
Chili	0.3340	0.3345	61'925	20'642
Chine	5.1480	5.1565	954'468	318'156
Colombie	0.2590	0.2594	48'020	16'007
Comores	0.0010	0.0010	185	62
Congo	0.0050	0.0050	927	309
Costa Rica	0.0380	0.0381	7'045	2'348
Côte d'Ivoire	0.0110	0.0110	2'039	680
Croatie	0.1260	0.1262	23'361	7'787
Cuba	0.0690	0.0691	12'793	4'264
Chypre	0.0470	0.0471	8'714	2'905
République tchèque	0.3860	0.3866	71'567	23'856
République démocratique du Congo	0.0030	0.0030	556	185
Danemark	0.6750	0.6761	125'149	41'716
Djibouti	0.0010	0.0010	185	62
Dominique	0.0010	0.0010	185	62
République dominicaine	0.0450	0.0451	8'343	2'781
Equateur	0.0440	0.0441	8'158	2'719
Egypte	0.1340	0.1342	24'844	8'281
El Salvador	0.0160	0.0160	2'966	989
Guinée équatoriale	0.0100	0.0100	1'854	618
Erythrée	0.0010	0.0010	185	62
Estonie	0.0400	0.0401	7'416	2'472
Ethiopie	0.0100	0.0100	1'854	618
Fidji	0.0030	0.0030	556	185
Finlande	0.5190	0.5199	96'225	32'075
France	5.5930	5.6022	1'036'973	345'658
Gabon	0.0200	0.0200	3'708	1'236
Gambie	0.0010	0.0010	185	62
Géorgie	0.0070	0.0070	1'298	433
Allemagne	7.1410	7.1527	1'323'981	441'327
Ghana	0.0140	0.0140	2'596	865
Grèce	0.6380	0.6390	118'289	39'430
Grenade	0.0010	0.0010	185	62
Guatemala	0.0280	0.0280	5'191	1'730
Guinée	0.0010	0.0010	185	62

	Barème ONU %*	Barème CITES ajusté%	Contributions 2014-2016	Contributions annuelles moyennes 2014-2016
Guinée-Bissau	0.0010	0.0010	185	62
Guyana	0.0010	0.0010	185	62
Honduras	0.0080	0.0080	1'483	494
Hongrie	0.2660	0.2664	49'318	16'439
Islande	0.0270	0.0270	5'006	1'669
Inde	0.6660	0.6671	123'480	41'160
Indonésie	0.3460	0.3466	64'150	21'383
Iran (République islamique d')	0.3560	0.3566	66'004	22'001
Irlande	0.4180	0.4187	77'500	25'833
Israël	0.3960	0.3967	73'421	24'474
Italie	4.4480	4.4553	824'684	274'895
Jamaïque	0.0110	0.0110	2'039	680
Japon	10.8330	10.8508	2'008'498	669'499
Jordanie	0.0220	0.0220	4'079	1'360
Kazakhstan	0.1210	0.1212	22'434	7'478
Kenya	0.0130	0.0130	2'410	803
Koweït	0.2730	0.2734	50'616	16'872
Kirghizistan	0.0020	0.0020	371	124
République démocratique populaire lao	0.0020	0.0020	371	124
Lettonie	0.0470	0.0471	8'714	2'905
Liban	0.0420	0.0421	7'787	2'596
Lesotho	0.0010	0.0010	185	62
Libéria	0.0010	0.0010	185	62
Jamahiriya arabe libyenne	0.1420	0.1422	26'328	8'776
Liechtenstein	0.0090	0.0090	1'669	556
Lituanie	0.0730	0.0731	13'535	4'512
Luxembourg	0.0810	0.0811	15'018	5'006
Madagascar	0.0030	0.0030	556	185
Malawi	0.0020	0.0020	371	124
Malaisie	0.2810	0.2815	52'099	17'366
Mali	0.0040	0.0040	742	247
Maldives	0.0010	0.0010	185	62
Malte	0.0160	0.0160	2'966	989
Mauritanie	0.0020	0.0020	371	124
Maurice	0.0130	0.0130	2'410	803
Mexique	1.8420	1.8450	341'517	113'839
Monaco	0.0120	0.0120	2'225	742
Mongolie	0.0030	0.0030	556	185
Monténégro	0.0050	0.0050	927	309
Maroc	0.0620	0.0621	11'495	3'832
Mozambique	0.0030	0.0030	556	185
Myanmar	0.0100	0.0100	1'854	618
Namibie	0.0100	0.0100	1'854	618
Népal	0.0060	0.0060	1'112	371
Pays-Bas	1.6540	1.6567	306'661	102'220
Nouvelle-Zélande	0.2530	0.2534	46'908	15'636
Nicaragua	0.0030	0.0030	556	185
Niger	0.0020	0.0020	371	124
Nigéria	0.0900	0.0901	16'687	5'562
Norvège	0.8510	0.8524	157'780	52'593
Oman	0.1020	0.1022	18'911	6'304
Pakistan	0.0850	0.0851	15'759	5'253
Palaos	0.0010	0.0010	185	62
Panama	0.0260	0.0260	4'821	1'607
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0.0040	0.0040	742	247
Paraguay	0.0100	0.0100	1'854	618
Pérou	0.1170	0.1172	21'692	7'231
Philippines	0.1540	0.1543	28'552	9'517
Pologne	0.9210	0.9225	170'759	56'920
Portugal	0.4740	0.4748	87'882	29'294
Qatar	0.2090	0.2093	38'750	12'917
République de Corée	1.9940	1.9973	369'699	123'233
Moldova	0.0030	0.0030	556	185
Roumanie	0.2260	0.2264	41'902	13'967
Fédération de Russie	2.4380	2.4420	452'019	150'673
Rwanda	0.0020	0.0020	371	124
Saint-Kitts-et-Nevis	0.0010	0.0010	185	62
Sainte-Lucie	0.0010	0.0010	185	62
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0.0010	0.0010	185	62
Samoa	0.0010	0.0010	185	62
Saint-Marin	0.0030	0.0030	556	185
Sao-Tomé-et-Principe	0.0010	0.0010	185	62
Arabie saoudite	0.8640	0.8654	160'190	53'397
Sénégal	0.0060	0.0060	1'112	371

	Barème ONU %*	Barème CITES ajusté%	Contributions 2014-2016	Contributions annuelles moyennes 2014-2016
Serbie	0.0400	0.0401	7'416	2'472
Seychelles	0.0010	0.0010	185	62
Sierra Leone	0.0010	0.0010	185	62
Singapour	0.3840	0.3846	71'196	23'732
Slovaquie	0.1710	0.1713	31'704	10'568
Slovénie	0.1000	0.1002	18'541	6'180
Iles Salomon	0.0010	0.0010	185	62
Somalie	0.0010	0.0010	185	62
Afrique du Sud	0.3720	0.3726	68'971	22'990
Espagne	2.9730	2.9779	551'211	183'737
Sri Lanka	0.0250	0.0250	4'635	1'545
Soudan	0.0100	0.0100	1'854	618
Suriname	0.0040	0.0040	742	247
Swaziland	0.0030	0.0030	556	185
Suède	0.9600	0.9616	177'989	59'330
Suisse	1.0470	1.0487	194'120	64'707
République arabe syrienne	0.0360	0.0361	6'675	2'225
Thaïlande	0.2390	0.2394	44'312	14'771
ex-République yougoslave de Macédoine	0.0080	0.0080	1'483	494
Togo	0.0010	0.0010	185	62
Trinité-et-Tobago	0.0440	0.0441	8'158	2'719
Tunisie	0.0360	0.0361	6'675	2'225
Turquie	1.3280	1.3302	246'219	82'073
Ouganda	0.0060	0.0060	1'112	371
Ukraine	0.0990	0.0992	18'355	6'118
Emirats arabes unis	0.5950	0.5960	110'316	36'772
Royaume-Uni	5.1790	5.1875	960'215	320'072
République-Unie de Tanzanie	0.0090	0.0090	1'669	556
Etats-Unis d'Amérique	22.0000	22.0000	4'072'229	1'357'410
Uruguay	0.0520	0.0521	9'641	3'214
Ouzbékistan	0.0150	0.0150	2'781	927
Vanuatu	0.0010	0.0010	185	62
Venezuela (République)	0.6270	0.6280	116'249	38'750
Viet Nam	0.0420	0.0421	7'787	2'596
Yémen	0.0100	0.0100	1'854	618
Zambie	0.0060	0.0060	1'112	371
Zimbabwe	0.0020	0.0020	371	124
<b>Total</b>	<b>99.8720</b>	<b>100.0000</b>	<b>18'510'131</b>	<b>6'170'044</b>

**Budget total:**

2014	5'836'735
2015	6'018'089
2016	6'655'307
<b>TOTAL</b>	<b>18'510'131</b>

\* Le barème de l'Organisation des Nations Unies est basé sur la résolution A/Res/67/238, *Barème des quotes parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 24 décembre 2012.

**Terms of Reference for the Administration of the Trust Fund (CTL) for the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora**

1. The Trust Fund for the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (hereinafter referred to as the Trust Fund) shall be further continued for a period of three calendar years, which begins on 1 January 2014 and ends on 31 December 2016, to provide financial support for the aims of the Convention.
2. Pursuant to the Financial Regulations and Rules of the United Nations, the Executive Director of the United Nations Environment Programme (UNEP), with the approval of the Governing Council of UNEP and the Secretary-General of the United Nations, shall continue the Trust Fund for the administration of the Convention.
3. The appropriations of the Trust Fund shall be financed from:
  - a) the contributions made by the Parties by reference to the table attached in Annex 4 including contributions from any new Parties which are to be added to the table; and
  - b) a drawdown from the Fund balance upon decision of the Parties.
4. The estimates for each of the calendar years covered by a budget period shall be specified in a costed programme of work and shall be accompanied by such information as may be required by, or on behalf of, the contributors and such further information as the Executive Director of UNEP may deem useful and advisable.
5. The proposed costed programme of work covering the income and expenditure for each of the calendar years constituting the financial period to which it relates, prepared in US dollars, including all the necessary information, shall be dispatched by the Secretariat to all Parties at least 150 days before the date fixed for the opening of the next regular meeting of the Conference of the Parties.
6. The costed programme of work shall be adopted by a three-quarters majority of the Parties present and voting at the regular meeting.
7. In the event that the Executive Director of UNEP expects that there might be a shortfall in resources, over the year as a whole, he shall consult with the Secretary-General of the Convention, who shall seek the advice of the Standing Committee as to its priorities for expenditure.
8. The Secretary-General of the Convention is authorized, to the extent consistent with the Financial Regulations and Rules of the United Nations, to:
  - a) transfer resources between main activity lines, as reflected in the costed programme of work, Annex to Res. Conf. 16.1, up to a maximum of 10 % over and above the annual amount foreseen in the costed programme of work under any activity line. When any such transfers are made, these shall be reported to the Standing Committee at its following meeting. Any adjustments between main activity lines over and above the 10 % flexibility mentioned above may be made only after they have been agreed by the Standing Committee.
  - b) transfer resources between financial years within the same activity line. Any such transfers may be made only after they have been agreed by the Standing Committee.

However, all adjustments to the costed programme of work will be made within the overall level of the approved triennial budget.
9. Commitments against the resources of the Trust Fund may be made only if they are covered by the expected income of the Convention.
10. All contributions shall be paid in any convertible currency. The amount of any payment, however, shall be equal to the amount payable in US dollars on the day the contribution is made. Contributions from States that become Parties after the beginning of the financial period should be made on a pro-rata basis for the balance of the financial period.
11. At the end of each calendar year, the Executive Director of UNEP shall submit to the Parties the accounts for the year. He shall also submit, as soon as practicable, the audited accounts for the financial period.

12. The Secretary-General of the Convention shall provide the Standing Committee with an estimate of proposed expenditure over the coming calendar year simultaneously with, or as soon as possible after, distribution of the accounts and reports referred to in the preceding paragraph.
13. The general procedures governing the operations of the Fund of UNEP and the Financial Regulations and Rules of the United Nations shall govern the financial operations of the Trust Funds for the Convention.
14. These Terms of Reference shall be effective for the financial period of 1 January 2014 to 31 December 2016, subject to amendments at the 17th meeting of the Conference of the Parties.